



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 19 août 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Finances des universités, 2002-2003** 3

Les revenus des 154 universités et établissements qui décernent des diplômes au Canada ont enregistré en 2002-2003 l'augmentation la plus rapide en trois ans. Cette hausse était attribuable dans une large mesure à la croissance des frais de scolarité et des subventions gouvernementales, principalement fédérales. Les frais de scolarité ont atteint un sommet sans précédent et représentent maintenant plus de 20 % des revenus totaux.
- **Estimations du bétail, au 1er juillet 2004** 7

Le cheptel de bovins du Canada a fait un bond de 6,5 % pour atteindre le sommet de 16,8 millions de têtes au 1er juillet 2004, un peu plus d'un an après l'interdiction d'exportation de bovins et de boeuf canadiens imposée à la suite de la découverte d'un cas de maladie de la vache folle. Entre-temps, les stocks de porcs ont augmenté de 1,4 % pour atteindre 14,8 millions de têtes.

(suite à la page 2)

L'observateur économique canadien

Août 2004

Le numéro d'août 2004 de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques de juillet et présente une étude spéciale ayant pour titre «Prévalence de l'aide sociale : Tendances de l'incidence et des taux d'adhésion et d'abandon». Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principaux indicateurs économiques du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro d'août 2004 de *L'observateur économique canadien*, vol. 17, n° 8 (11-010-XIB, 19 \$ / 182 \$; 11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Vous pouvez visiter la page de *L'observateur économique canadien* dans notre site Web. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*, et sur cette page, vous trouverez la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages entre le Canada et les autres pays, juin 2004	10
Conditions économiques actuelles, août 2004	11
Étude : Tendances liées au recours à l'aide sociale, 1993 à 2000	12
Stocks de viande de volaille congelée, 1er août 2004	13

NOUVEAUX PRODUITS

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Finances des universités

2002-2003

Les revenus des 154 universités et établissements décernant des diplômes au Canada ont enregistré en 2002-2003 l'augmentation la plus rapide en trois ans. Cette hausse était attribuable dans une large mesure à la croissance des frais de scolarité et des subventions gouvernementales, principalement fédérales. Les frais de scolarité ont atteint un sommet sans précédent et représentent maintenant plus de 20 % des revenus totaux.

Les revenus des universités se sont établis à 18,6 milliards de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à 2001-2002, après correction pour tenir compte de l'inflation. Il s'agit de la hausse la plus importante en trois ans.

Cette croissance des revenus était attribuable principalement à deux facteurs, soit au bond de 10,4 % des revenus provenant des frais de scolarité (augmentation la plus importante au cours des dix dernières années) et à la hausse de 15,5 % des subventions et des contrats fédéraux.

Les frais de scolarité ont représenté 20,5 % des revenus, soit la proportion la plus élevée jamais observée. En 1990-1991, ils n'ont représenté que 12,0 % des revenus. Les données sur les frais de scolarité de l'année universitaire 2004-2005 seront diffusées sous peu.

Pour la deuxième année consécutive et pour la deuxième fois seulement depuis 1990-1991, les recettes provenant de sources publiques ont affiché une croissance plus rapide que celles de sources privées. Les revenus totaux des universités provenant des administrations publiques ont affiché une hausse de 8,1 %, soit presque le double de celle de 4,3 % des revenus de sources privées.

Par conséquent, le financement des administrations publiques a représenté 56 % des revenus totaux des universités en 2002-2003, soit le niveau le plus élevé en six ans. Néanmoins, cette proportion était nettement inférieure à celle de 69 % enregistrée en 1990-1991.

Pour la deuxième année consécutive, les revenus n'ont pas suivi les dépenses. En 2002-2003, les dépenses des universités ont atteint un sommet de 19,1 milliards de dollars, en hausse de 8,7 % par rapport à l'année précédente et de 25,9 % depuis le début de la décennie.

Les traitements, les salaires et les avantages sociaux ont représenté 55 % des dépenses totales des universités, alors que la part des dépenses attribuée aux bourses d'études s'est chiffrée à 4 %.

Note aux lecteurs

Les données sur les recettes et les dépenses sont recueillies auprès de chaque université et sont réparties selon le fonds.

Les principaux fonds sont les suivants : les fonds de fonctionnement général (fonds non affectés qui financent les principales activités d'enseignement et de recherche de l'établissement, à l'exception de la recherche subventionnée), les fonds à objectif spécifique et les fonds en fiducie, les fonds destinés à la recherche subventionnée, aux entreprises auxiliaires et aux dépenses en capital ainsi que les fonds de dotation.

Les données financières analysées ici couvrent tous ces fonds, exception faite des fonds de dotation.

Les données du présent communiqué portent sur 154 universités et établissements qui décernent des diplômes.

La part des subventions gouvernementales a atteint son niveau le plus élevé en six ans

Au total, les subventions et les contrats accordés aux universités des trois paliers d'administration publique se sont situés à 10,4 milliards de dollars, en hausse de 8,1 % par rapport à 2001-2002 et la cinquième hausse annuelle d'affilée.

De ce total, les administrations provinciales ont versé la part du lion, soit juste un peu plus de 8,0 milliards de dollars, en hausse de 6,5 %. Venait ensuite le gouvernement fédéral avec un montant juste au-dessus de 2,2 milliards de dollars. Presque tous les fonds fédéraux ont été alloués au soutien de la recherche subventionnée.

Ces dernières années, les administrations provinciales ont augmenté leur contribution au financement universitaire. Depuis le début de la décennie, leur financement a crû au taux annuel moyen de 5,6 %, comparativement à une baisse moyenne annuelle de 1,5 % au cours des années 1990.

La portion des provinces en ce qui a trait au financement universitaire a baissé, passant de 58 % en 1990-1991 à 45 % en 1999-2000. Elle s'est stabilisée depuis, la part des administrations provinciales en 2002-2003 s'étant établie à 43 %.

Par contre, la part du gouvernement fédéral quant aux recettes universitaires en 2002-2003 s'est située à 12,0 %, comparativement à 8,9 % en 1999-2000.

La part des revenus universitaires provenant des administrations provinciales représentait plus des trois quarts de l'apport public.

Entre 2001-2002 et 2002-2003, les gouvernements provinciaux de la Nouvelle-Écosse et de la

Saskatchewan étaient les seuls à avoir diminué leur contribution aux universités. Les versements de la Nouvelle-Écosse ont baissé de 3,0 % et ceux de la Saskatchewan, de 0,5 %. Il s'agissait dans les deux cas d'une diminution pour une deuxième année consécutive. Les contributions provinciales ont augmenté le plus au Québec et en Colombie-Britannique.

Le montant du financement fédéral octroyé aux universités de l'Île-du-Prince-Édouard a septuplé en 2002-2003. Il s'agit de la plus forte augmentation jamais enregistrée. Le financement fédéral a diminué dans une seule province, soit en Alberta (-6,2 %).

Forte augmentation des frais de scolarité

Les étudiants ont versé 3,8 milliards de dollars en frais de scolarité pour l'année universitaire 2002-2003, en hausse de 10,4 % par rapport à l'année précédente. Depuis 1990-1991, les revenus provenant des frais de scolarité des étudiants ont crû à un taux annuel moyen de 8,1 %, comparativement à 1,6 % pour les revenus provenant des administrations publiques.

À l'échelon provincial, la part des revenus totaux représentés par les frais de scolarité des étudiants a été supérieure à la moyenne nationale en Nouvelle-Écosse (30 %) et au Nouveau-Brunswick et en Ontario (27 %, chacune).

En Nouvelle-Écosse, les administrations publiques ont contribué à seulement 41 % des revenus totaux des universités, ce qui est nettement au-dessous de la moyenne nationale (56 %).

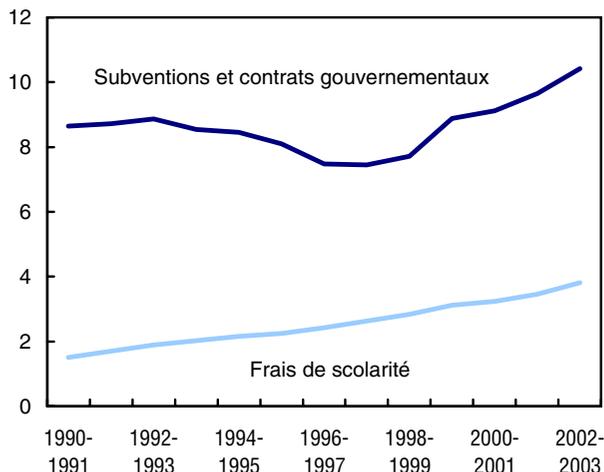
En Colombie-Britannique, les revenus des universités provenant des frais de scolarité des étudiants ont augmenté de 28 % en 2002-2003, à la suite de l'annonce faite par la province en 2001 du dégel des frais qui avaient été conservés au même niveau au cours des six années précédentes.

En outre, les universités de la Colombie-Britannique ont connu la plus forte augmentation des dépenses en bourses d'études, en bourses d'entretien et en prix (+16,7 %), alors que l'augmentation nationale a été de 10,4 %.

Au Québec, les administrations publiques ont contribué dans une proportion de près de 69 % aux revenus universitaires, soit la plus forte contribution au Canada. Les frais de scolarité des étudiants ne représentaient que 10 %, soit de moitié inférieurs à ceux de leurs homologues du reste du pays. Les frais de scolarité continuent d'être gelés pour les étudiants résidents du Québec.

Revenus universitaires provenant des frais de scolarité et des contributions gouvernementales

En milliards de dollars (dollars constants de 2002-2003)



Investissements massifs dans les bâtiments et les terrains

L'essor récent des projets de construction des universités s'est poursuivi en 2002-2003, ces dernières ayant investi massivement dans les bâtiments et les terrains pour la cinquième année d'affilée. L'activité a été particulièrement intense depuis 2000-2001.

Les investissements dans les bâtiments et les terrains ont presque triplé depuis 1997-1998 pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Entre 2001-2002 et 2002-2003 seulement, ils ont augmenté de 39,0 %, ce qui représente la hausse la plus importante de toutes les dépenses.

Les dépenses d'infrastructure, qui incluent les bâtiments, les terrains et l'aménagement de terrains, ont représenté 7 % des dépenses totales, soit la plus forte proportion des 13 dernières années.

En Ontario, les universités ont dépensé 558,0 millions de dollars pour les bâtiments en 2002-2003, juste au-dessous de la moitié du total national. Au cours des trois dernières années, ces universités ontariennes ont dépensé au total 1,2 milliard de dollars dans les bâtiments et les terrains, en prévision de l'arrivée massive de la double cohorte d'étudiants en 2003-2004 à la suite de l'abolition de la treizième année dans cette province.

Les établissements québécois ont plus que triplé leurs dépenses d'infrastructure par rapport à l'année précédente, pour un total de 240,4 millions de dollars.

Les universités ont octroyé 751,4 millions de dollars en bourses d'études, en bourses d'entretien et en prix en 2002-2003. Ce montant était quatre fois plus élevé que celui versé en 1990-1991 et de 60 % supérieur à celui de 1999-2000.

Même si ce sont les dépenses en bourses d'études et en bourses d'entretien qui ont connu la croissance la plus rapide au cours des 13 dernières années, cette catégorie ne représentait que 4 % des dépenses universitaires totales en 2002-2003.

Sur le total de 751,4 millions de dollars, 415,2 millions de dollars ont été alloués aux seules bourses d'études, excluant la recherche subventionnée. Les établissements de l'Ontario ont versé les trois quarts de ce montant à leurs étudiants (300,5 millions de dollars). Ainsi, l'Ontario a alloué 7,3 % de ses dépenses de fonctionnement général aux bourses d'études, aux bourses d'entretien et aux prix, alors que le reste du Canada y a affecté en moyenne 1,7 % seulement.

Les dépenses en bourses d'études, en bourses d'entretien et en prix en Colombie-Britannique ont atteint 68,2 millions de dollars en 2002-2003, en hausse de 16,7 % par rapport à l'année précédente et la plus forte augmentation au pays. La Saskatchewan a connu la deuxième plus forte hausse (+14,8 %).

Les universités de l'Ontario et du Québec ont déboursé ensemble plus des deux tiers des dépenses totales en bourses d'études, en bourses d'entretien et en prix. Les établissements de l'Ontario ont dépensé 387,0 millions de dollars et ceux du Québec, 131,1 millions de dollars.

Les dépenses au chapitre des salaires et des avantages sociaux ont crû de 6,8 % pour

atteindre 10,5 milliards de dollars en 2002-2003, soit la plus forte augmentation annuelle depuis 1990-1991. Malgré cela, elles ne représentaient que 55,0 % des dépenses totales, en baisse par rapport à 65,0 % pour l'année universitaire 1990-1991.

Revenus et dépenses des universités 2002-2003

	Revenus	Dépenses
	en milliers de dollars	
Canada	18 614 684	19 087 952
Terre-Neuve-et-Labrador	289 750	295 056
Île-du-Prince-Édouard	90 447	74 435
Nouvelle-Écosse	731 576	793 473
Nouveau-Brunswick	391 312	386 447
Québec	4 414 682	4 521 131
Ontario	6 922 650	7 240 320
Manitoba	666 616	654 436
Saskatchewan	740 991	779 375
Alberta	1 767 802	1 869 127
Colombie-Britannique	2 598 858	2 474 152

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3121.

Pour obtenir des renseignements généraux ou pour commander des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca). Télécopieur : 613-951-9040. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Eda Reganaz au (613) 951-7556 (Eda.Reganaz@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

□

Revenus et dépenses des universités¹

	1990-1991	2001-2002	2002-2003	1990-1991 à 2002-2003	2001-2002 à 2002-2003
	en milliers de dollars			var. en %	
Revenus totaux	12 607 074	17 494 279	18 614 684	47,7	6,4
Total des subventions et contrats gouvernementaux	8 634 615	9 640 769	10 421 373	20,7	8,1
Subventions et contrats du gouvernement fédéral	1 307 751	1 926 542	2 225 109	70,1	15,5
Subventions et contrats des gouvernements provinciaux	7 279 752	7 548 393	8 036 698	10,4	6,5
Subventions et contrats des gouvernements municipaux et autres	47 112	165 834	159 566	238,7	-3,8
Revenus totaux privés	3 972 459	7 853 510	8 193 311	106,3	4,3
Frais de scolarité	1 498 606	3 450 291	3 810 210	154,3	10,4
Dons, legs, subventions et contrats non gouvernementaux	811 865	1 777 424	1 757 200	116,4	-1,1
Vente de services et de produits	1 048 360	1 610 985	1 734 050	65,4	7,6
Revenus de placements	427 438	368 672	207 006	-51,6	-43,9
Divers	186 190	646 137	684 845	267,8	6,0
Dépenses totales	12 627 396	17 563 917	19 087 952	51,2	8,7
Salaires, traitements et avantages sociaux	8 204 456	9 822 052	10 491 362	27,9	6,8
Bourses d'études, bourses d'entretien et prix	194 020	680 800	751 403	287,3	10,4
Bâtiments	539 139	925 593	1 286 342	138,6	39,0
Opérations	1 753 657	2 721 343	3 107 962	77,2	14,2
Autres	1 936 122	3 414 128	3 450 883	78,2	1,1

1. Dollars constants de 2002-2003 utilisant les indices national et provinciaux de l'indice des prix à la consommation.

Revenus et dépenses des universités 2002-2003

	Canada	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
	distribution en %										
Revenus totaux											
Total des subventions et contrats gouvernementaux	56,0	66,7	64,9	40,7	51,7	68,7	47,8	58,2	59,6	58,4	56,5
Subventions et contrats du gouvernement fédéral	12,0	10,9	25,5	9,2	7,1	14,3	11,4	11,1	13,2	11,7	10,5
Subventions et contrats des gouvernements provinciaux	43,2	55,7	39,4	31,0	44,3	53,7	35,4	46,6	44,0	45,6	45,2
Subventions et contrats des gouvernements municipaux et autres	0,9	0,1	0,0	0,4	0,2	0,7	1,0	0,4	2,4	1,1	0,7
Revenus totaux privés	44,0	33,3	35,1	59,3	48,3	31,3	52,2	41,8	40,4	41,6	43,5
Frais de scolarité	20,5	17,4	17,9	30,2	27,3	10,3	27,3	18,0	16,8	19,9	18,1
Dons, legs, subventions et contrats non gouvernementaux	9,4	4,3	3,5	7,4	5,6	10,4	10,6	11,9	8,2	8,2	7,3
Vente de services et de produits	9,3	4,6	11,8	15,8	11,8	6,6	7,0	9,1	14,3	14,1	13,5
Revenus de placements	1,1	0,6	1,2	3,1	1,9	1,0	0,9	1,8	0,0	-1,5	3,0
Divers	3,7	6,5	0,6	2,9	1,7	2,9	6,4	0,9	1,1	0,8	1,5
Dépenses totales											
Salaires, traitements et avantages sociaux	55,0	67,9	60,7	53,6	60,0	54,0	53,0	56,7	52,1	57,0	59,2
Bourses d'études, bourses d'entretien et prix	3,9	4,7	2,5	3,7	2,4	2,9	5,3	1,7	2,8	4,2	2,8
Bâtiments	6,7	1,0	2,4	10,5	4,0	5,3	7,7	5,8	18,8	5,9	3,6
Opérations	16,3	14,7	16,7	13,0	15,0	16,9	16,8	19,8	10,2	13,7	18,0
Autres	18,1	11,8	17,7	19,2	18,6	20,9	17,1	16,0	16,1	19,2	16,4

Estimations du bétail

Au 1er juillet 2004

Le cheptel de bovins du Canada a fait un bond de 6,5 % pour atteindre le sommet de 16,8 millions de têtes au 1^{er} juillet 2004, un peu plus d'un an après l'interdiction d'exportation de bovins et de boeuf canadiens imposée à la suite de la découverte d'un cas de maladie de la vache folle.

Selon l'Enquête sur le bétail de juillet, qui a été menée auprès de 18 000 agriculteurs, les producteurs de boeuf et de produits laitiers avaient 1 million de têtes de bovins de plus dans leurs fermes comparativement au 1^{er} juillet 2003. La hausse de 6,5 % est principalement attribuable à l'effondrement des marchés d'exportations de bovins sur pattes.

Cette enquête a également révélé une augmentation de 1,4 % des stocks de porcs, qui se sont fixés à 14,8 millions de têtes.

Stocks de bétail

1er juillet

	Bovins		Porcs		Moutons	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004
	en milliers de têtes					
Canada	15 738	16 760	14 631	14 838	1 249	1 238
Atlantique	293	297	366	358	49	48
Québec	1 420	1 515	4 350	4 350	292	280
Ontario	2 230	2 308	3 620	3 690	353	340
Manitoba	1 590	1 750	2 850	2 890	82	82
Saskatchewan	3 220	3 540	1 250	1 350	145	160
Alberta	6 100	6 400	2 030	2 030	255	248
Colombie-Britannique	885	950	165	170	73	80

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Les résultats de l'enquête reflètent l'incidence d'une interdiction d'exportation de boeuf canadien à la suite de la découverte d'un seul cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle, le 20 mai 2003. La frontière est demeurée fermée à toutes les exportations de boeuf canadien jusqu'en septembre 2003.

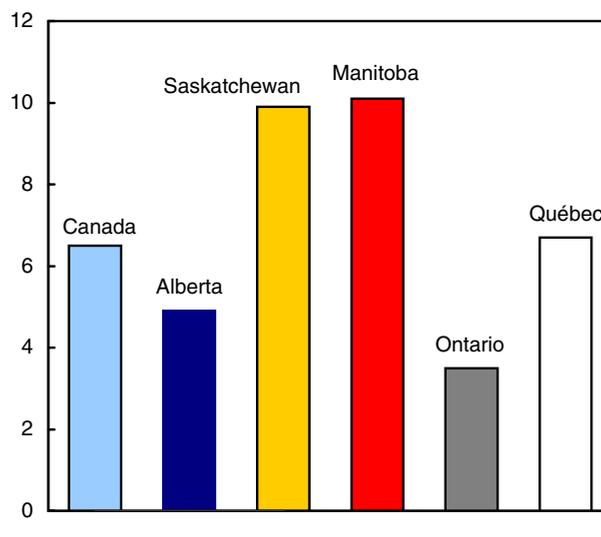
Les États-Unis, de même que plusieurs autres pays, ont alors accepté d'autoriser l'importation de boeuf canadien désossé extrait d'animaux de moins de 30 mois, selon un processus d'attribution de permis. Par la suite, le 23 décembre 2003, des tests effectués sur une vache laitière de l'État de Washington ont révélé la présence d'ESB. Cette vache laitière provenait du Nord de l'Alberta.

La taille des cheptels a augmenté dans toutes les provinces, tandis que les exportations se sont pratiquement effondrées à la suite de la mise en place de l'interdiction d'exportation. Le cheptel du Manitoba a grimpé de 10,0 %, soit la plus forte hausse, tandis que celui de la Saskatchewan a crû de 9,9 % et celui

de l'Alberta a connu une augmentation plus modeste de 4,9 %.

Augmentation des stocks de bétail dans l'ensemble des provinces au 1er juillet 2004

Variation en pourcentage par rapport à 2003



Les agriculteurs ont déclaré une augmentation du cheptel de bovins dans tous les types d'exploitations. Les exploitations vache-veau ont déclaré 9,7 millions d'animaux, en hausse de 2,7 %, tandis que le nombre de bovins dans les exploitations de semi-finition a grimpé de 24 % pour s'établir à 3,2 millions. Entre-temps, le nombre de bovins dans les parcs d'engraissement a augmenté de 5,3 % pour atteindre 1,5 million.

Les agriculteurs de l'Ouest du Canada détiennent trois quarts du cheptel national. L'Alberta à elle seule en avait 38,2 %, soit 6,4 millions d'animaux, au 1^{er} juillet 2004.

Les exportations chutent en raison de la fermeture de la frontière

Depuis la fin des années 1980, l'industrie bovine du Canada a pris de l'expansion au point qu'elle rapportait quelque 7,7 milliards de dollars aux agriculteurs en 2002. Cette expansion a coïncidé avec le libre-échange et s'explique principalement par des exportations aux États-Unis. La consommation intérieure est demeurée stable ou a diminué jusqu'en 2003 lorsque la consommation de boeuf a augmenté de 5 % par rapport à 2002, pour s'établir à 14,2 kilogrammes par personne.

Les exportations de bétail et de viande de boeuf du Canada à l'ensemble des pays se sont pratiquement

effondrées après l'imposition de l'interdiction en mai 2003. La vaste majorité est destinée aux États-Unis.

En 2002, le Canada a exporté 1,7 million de têtes de bovins ayant rapporté 1,8 milliard de dollars. En raison de la fermeture de la frontière en mai 2003, les exportations de bovins ont chuté pour atteindre 505 689 têtes, évaluées à 591 millions de dollars, soit 30 % du niveau de l'année précédente. Les exportations d'animaux sur pattes en 2004 sont pratiquement inexistantes à ce jour, la fermeture de la frontière étant toujours maintenue.

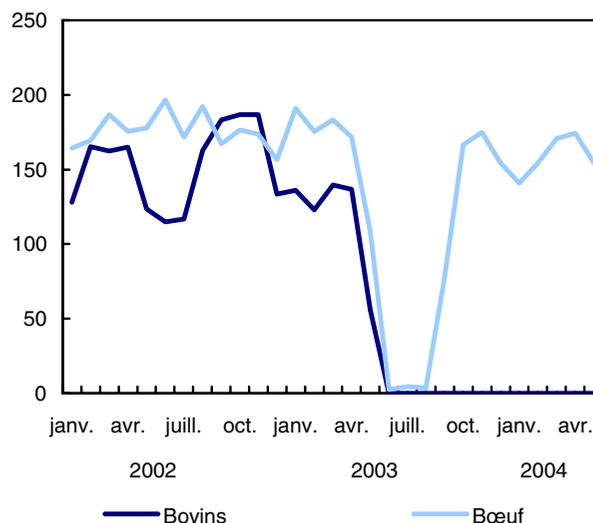
Les exportations de boeuf ont également fortement baissé par rapport aux 2,1 milliards de dollars signalés en 2002. Environ 84 % des exportations de boeuf du Canada sont destinées à la table des Américains.

Bien qu'il y ait eu une certaine variation mensuelle, les exportations de boeuf du Canada ont chuté pour se situer à 789 tonnes en juin 2003, demeurant extrêmement faibles jusqu'en septembre. Les États-Unis ont alors commencé à accepter l'importation de certains produits du boeuf et les exportations ont grimpé au cours de l'automne, atteignant presque les niveaux précédant l'ESB (environ 40 000 tonnes par mois). En janvier, les exportations mensuelles ont fléchi avant d'augmenter pour atteindre des niveaux proches de ceux d'avant l'ESB.

En 2003, la valeur des exportations de boeuf a chuté de 33,0 % par rapport à 2002. Pendant les quatre premiers mois de 2004, les exportations de boeuf ont diminué de 11,3 % comparativement à la valeur de 2003, avant la découverte de l'animal infecté par l'ESB.

Exportations mondiales de bovins et de boeuf canadiens

En millions de dollars canadiens



En 2002, la valeur des exportations totales de bovins et de boeuf a atteint 3,9 milliards de dollars, soit l'équivalent de 11 millions de dollars de ventes par jour. De juin 2003 à mai 2004 et après la fermeture de la frontière, la valeur totale des exportations de bovins et de boeuf était évaluée à 1,4 milliard de dollars, en baisse de 65 % par rapport à la période de référence de 2002.

Entre-temps, l'abattage domestique a augmenté de 17,4 % au cours des six premiers mois de 2004, soit un sommet de 2,1 millions de bovins abattus, tandis que les importations de boeuf ont chuté pour se situer à moins du tiers des niveaux précédant l'ESB. De plus, la demande intérieure de boeuf est demeurée forte.

Chute des prix et des recettes monétaires

Les prix de tous les bovins (animaux d'abattage, animaux d'engraissement et veaux) ont chuté en raison du surplus intérieur attribuable à la chute des exportations.

Les prix des bovins d'abattage ont été les plus durement touchés. Par exemple, en juillet 2003, le prix des bovins d'abattage en Alberta représentait environ 35 % du prix avant la fermeture de la frontière. Depuis cette période, les prix ont remonté avec peine et en mars, ils représentaient 76 % des prix du printemps 2003. L'effondrement a été observé dans tout le pays.

Les prix des bovins d'engraissement ont également été durement touchés. Bien que les conséquences aient été moins graves, les prix ont été instables. En Alberta, les prix des bovins d'engraissement ont diminué d'environ 40 % et étaient toujours en baisse de 15 % en avril 2004.

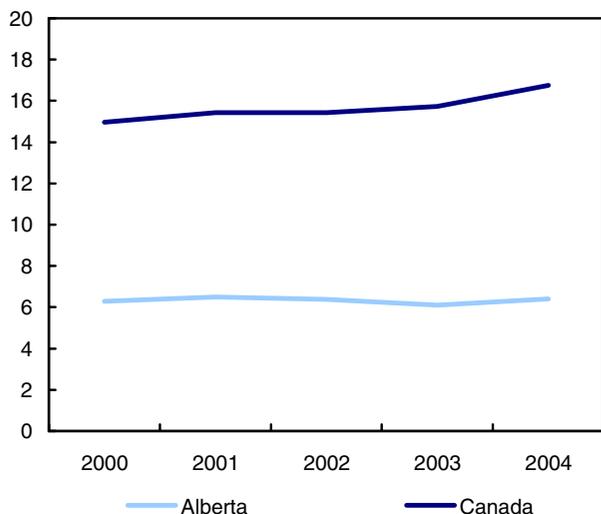
Les recettes monétaires des agriculteurs pour les bovins et les veaux ont diminué de moitié au cours des troisième et quatrième trimestres de 2003, chutant pour s'établir à 2,0 milliards de dollars, comparativement à 3,9 milliards de dollars pour la même période en 2002.

Les programmes de paiements gouvernementaux ont aidé les agriculteurs à absorber le choc. Le principal programme, le Programme de recouvrement encéphalopathie spongiforme des bovins, a versé environ 443 millions de dollars aux producteurs entre juillet et décembre 2003.

Entre-temps, les agriculteurs américains ont bénéficié de prix records. Le déclin du cheptel aux États-Unis, combiné à la fermeture de la frontière, a resserré l'approvisionnement de viande de boeuf aux États-Unis alors que la demande était forte.

La fermeture de la frontière américaine entraîne des stocks records de bovins au 1er juillet 2004

En millions de têtes



Forte augmentation des exportations de porcs

Les producteurs de porcs canadiens ont augmenté leurs stocks au deuxième trimestre de 2004, à la suite

d'une forte augmentation des exportations. Les stocks ont augmenté pour atteindre 14,8 millions de porcs en date du 1^{er} juillet 2004, en hausse de 1,9 % par rapport au 1^{er} avril et de 1,4 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours de l'année suivant la fermeture de la frontière (de juin 2003 à mai 2004), les exportations ont augmenté de 42,8 %. Près de 2,5 millions d'animaux de plus ont été expédiés par rapport à la même période l'année précédente.

Les prix des porcs avaient été faibles pendant la majeure partie de 2002 et de 2003, mais ils ont chuté considérablement lors du deuxième semestre de 2003, à la suite d'une brève progression l'été dernier. De juin à décembre 2003, les prix ont chuté de plus de 25 %. Depuis cette période, les prix de 2004 ont rebondi.

Le 5 mars 2004, à la suite de l'augmentation des exportations, le National Pork Producers Council des États-Unis a demandé l'imposition de droits compensateurs et antidumping sur le porc canadien. Les demandes ont été présentées à la fois au département du Commerce des États-Unis et à la Commission du commerce international. Ces mesures ont ajouté un élément d'incertitude au marché.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0004 et 003-0030 à 003-0032.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3460.

Les rapports *Statistiques de bovins*, vol. 3, n° 2 (23-012-XIF, gratuit), *Statistiques de porcs*, vol. 3, n° 3 (23-010-XIF, gratuit) et *Statistiques de moutons*, vol. 3, n° 2 (23-011-XIF, gratuit), sont maintenant accessibles en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716 (robert.plourde@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages entre le Canada et les autres pays

Jun 2004

En juin, le nombre de voyages à destination du Canada a rebondi grâce à une augmentation du nombre de visiteurs en provenance des États-Unis, soit la première en quatre mois.

Un nombre estimatif de 3,3 millions de visiteurs sont venus au Canada, en hausse de 1,0 % par rapport à mai, alors que le nombre de voyages de l'étranger a baissé. (À moins d'avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées).

L'augmentation du nombre de voyages au Canada était attribuable principalement à la hausse de 1,2 % du nombre de voyageurs en provenance des États-Unis. En juin, neuf voyageurs sur dix étaient des résidents des États-Unis.

Approximativement 1,5 million d'Américains ont entrepris des voyages de même jour en automobile, soit la première augmentation depuis février. Cependant, le nombre de voyages avec nuitées des Américains au Canada a reculé alors qu'on enregistrait des baisses du nombre de voyages en avion et en automobile.

Un total de 351 000 visiteurs sont arrivés au Canada en provenance d'outre-mer, ce nombre étant presque inchangé depuis mai. Le nombre de voyages a augmenté dans six des douze principaux marchés outre-mer du Canada. L'Italie a enregistré la plus forte hausse (+9,0 %), suivie de Taïwan et du Japon. Le nombre de voyageurs en provenance d'Australie a chuté de 7,0 % après avoir enregistré un sommet en mai.

En juin, le nombre de voyages des Canadiens vers les États-Unis et les pays d'outre-mer a diminué de 3,2 %, soit la troisième baisse mensuelle consécutive.

Le nombre de voyages des Canadiens aux États-Unis a diminué de 3,3 % en raison d'une baisse du nombre de voyages de même jour et avec nuitées. Le nombre de voyages de même jour en automobile, habituellement considéré comme le baromètre du magasinage outre-frontière, a baissé de 2,3 % pour se situer à moins de 1,8 million, même si le dollar canadien a progressé par rapport au dollar américain. Il s'agissait de la troisième baisse mensuelle consécutive du nombre de voyages de même jour en automobile.

Un nombre estimatif de 467 000 résidents canadiens ont voyagé vers des pays d'outre-mer, en baisse de 2,7 %, enregistrant la deuxième baisse mensuelle consécutive et la quatrième cette année. Malgré ces baisses, le niveau enregistré en juin était supérieur à celui enregistré au début de l'année.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 427-0001 à 427-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5005.

Le numéro de juin 2004 de *Voyages internationaux, renseignements préliminaires*, vol. 20, n° 6 (66-001-PIF, 7 \$ / 59 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*). Télécopieur : (613) 951-9040. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jocelyn Lapierre au (613) 951-3720 (*jocelyn.lapierre@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. □

Voyages entre le Canada et les autres pays

	Mai 2004 ^r	Juin 2004 ^p	Mai à juin 2004	Juin 2004	Juin 2003 à juin 2004
	données désaisonnalisées			données non désaisonnalisées	
	en milliers		var. en %	en milliers	
Voyages des Canadiens à l'étranger¹	3 483	3 371	-3,2	3 207	0,5
Vers les États-Unis	3 003	2 903	-3,3	2 861	-1,1
Vers les autres pays	480	467	-2,7	346	15,2
Voyages de même jour en automobile aux États-Unis	1 796	1 755	-2,3	1 821	-0,7
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 642	1 589	-3,3	1 337	2,2
États-Unis ²	1 162	1 121	-3,5	991	-1,7
Automobile	678	652	-3,8	585	-5,7
Avion	383	375	-2,0	290	4,9
Autre moyen de transport	100	94	-6,6	116	4,3
Autres pays ³	480	467	-2,7	346	15,2
Voyages au Canada¹	3 218	3 251	1,0	4 202	5,2
En provenance des États-Unis	2 866	2 900	1,2	3 716	2,3
En provenance des autres pays	351	351	-0,1	486	34,5
Voyages de même jour en automobile des États-Unis	1 496	1 508	0,8	1 717	-4,4
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 622	1 607	-0,9	2 222	12,8
États-Unis ²	1 272	1 265	-0,5	1 751	8,2
Automobile	806	791	-1,9	1 076	6,9
Avion	327	325	-0,7	441	9,0
Autre moyen de transport	139	150	7,9	235	12,6
Autres pays ³	350	342	-2,3	471	34,0
Principaux marchés d'outre-mer⁴					
Royaume-Uni	74	75	1,3	104	23,7
Japon	38	40	5,1	46	172,1
France	25	26	3,7	30	21,3
Allemagne	26	25	-1,6	37	21,8
Australie	17	16	-7,0	23	22,3
Corée du Sud	14	15	4,6	20	28,9
Mexique	14	14	-3,2	18	21,2
Taiwan	12	12	6,3	14	195,2
Hong Kong	11	11	-0,1	14	80,5
Pays-Bas	10	9	-6,2	15	-3,5
Italie	8	9	9,0	12	128,0
Chine	8	8	-1,6	10	88,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Les totaux dépassent la somme des données sur les voyages de même jour en automobile et le total des voyages d'une nuit ou plus parce qu'ils comprennent l'ensemble des voyages de même jour.
2. Les estimations pour les États-Unis comprennent les entrées par automobile et par autobus, et des estimations pour les arrivées par avion, par train, par bateau et par d'autres moyens de transport.
3. Les données pour les autres pays n'excluent que les entrées du même jour par voie terrestre via les États-Unis.
4. Incluent les voyages de même jour et les voyages d'une nuit ou plus.

Conditions économiques actuelles

Août 2004

Ces derniers mois, on a assisté à une accélération de la production et de l'emploi, bien que l'économie américaine ait ralenti au deuxième trimestre, selon l'évaluation de la conjoncture du numéro de juillet de *L'observateur économique canadien*.

Tant au Canada qu'aux États-Unis, la croissance a eu pour moteur non plus les dépenses de consommation mais les dépenses des entreprises. Toutefois, notre pays avait en plus l'atout d'un secteur des ressources naturelles en plein essor.

On relevait aussi plus de signes que les entreprises se mettaient à multiplier les dépenses après avoir constitué une immense trésorerie au cours des derniers trimestres. L'épargne des entreprises s'est chiffrée à 69 milliards de dollars au cours des douze mois se terminant au premier trimestre.

Les bénéficiaires ont atteint de nouveaux sommets, mais les immobilisations des entreprises n'ont progressé que de 1,2 % au cours de la même période, les stocks ont été réduits après le mouvement de stockage de l'été dernier et l'emploi a monté de moins de 1 % dans le secteur privé de janvier à mars.

Au deuxième trimestre, les entreprises ont commencé à accélérer leurs dépenses. Les importations de machines et de matériel ont fait un bond en mai, présentant leur meilleur gain en deux décennies et ajoutant à leur gain d'avril.

L'essor de la demande a été généralisé. Cette dernière a marqué sa plus forte avance dans le secteur pétrolier où, après un long mouvement de décroissance, des prix records ont stimulé les travaux d'exploration et de mise en valeur. Les autres dépenses en construction non résidentielle ont également repris en avril et en mai. Par ailleurs, il s'est créé 57 000 emplois (+0,5 %) dans le secteur privé depuis mars.

Parmi les régions, les ressources naturelles continuent de dominer les économies de l'Ouest. Avec la fin de la grève qui avait paralysé le mouvement des marchandises par rail une grande partie du mois d'avril, les livraisons de bois et de papier ont bondi en Colombie-Britannique. Elles ont même plus que récupéré leur perte d'avril pour talonner les sommets qu'elles avaient enregistrés au début de l'an 2000.

Les États-Unis, où le marché de l'habitation résidentielle est en plein essor, ont continué de dominer les exportations, expliquant la moitié de leur croissance depuis la même période l'an dernier. La deuxième plus grande source de raffermissement provenait de la Chine qui se rapproche rapidement des États-Unis et du Japon comme principal marché d'exportation de cette province. La Chine a contribué au quart de la progression des exportations de la Colombie-Britannique par rapport à l'an dernier.

Les exportations des Prairies ont aussi continué de progresser vivement, augmentant de 30 % par rapport à l'an dernier, en raison des matières industrielles et de l'énergie. Les livraisons manufacturières de l'Alberta ont fortement baissé cependant à cause des produits informatiques.

Au centre du pays, c'est davantage la demande intérieure que les exportations qui continue d'expliquer la bonne performance de l'économie. En Ontario, les ventes au détail ont récupéré toute leur baisse d'avril alors que les mises en chantier ont enregistré une deuxième légère hausse d'affilée pour se rapprocher de leur sommet de l'année enregistré en mars.

Ces secteurs ont le plus contribué à relever les livraisons manufacturières, en hausse de 1,8 % en mai et la quatrième d'affilée. Ils étaient appuyés de la remontée continue du secteur de l'automobile. Les livraisons de l'Ontario ont dépassé pour la première fois en mai leur sommet historique d'octobre 2000.

Les ventes au détail se sont également redressées au Québec. Les mises en chantier ont glissé par rapport à leur sommet de quinze ans enregistré en mars, mais

les permis de bâtir non résidentiels se sont raffermis dans le secteur commercial. Le Québec a continué de dominer largement la tendance des permis au pays.

Les livraisons ont reculé alors que les livraisons de bois et de métaux se sont déplacés vers l'Ouest avec la reprise du transport ferroviaire en Colombie-Britannique. Le Québec avait pris le relais de l'Ouest du pays comme source de croissance des livraisons de bois et de métaux en avril.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1901 et 3701.

L'analyse détaillée des conditions économiques actuelles paraît dans le numéro du mois d'août 2004 de *L'observateur économique canadien*, vol. 17, n° 8 (11-010-XIB, 19 \$ / 182 \$; 11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Vous pouvez visiter la page de *L'observateur économique canadien* dans notre site Web. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*, et sur cette page, vous trouverez la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Étude : Tendances liées au recours à l'aide sociale

1993 à 2000

Selon une nouvelle étude sur l'aide sociale, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a fait un bond à la suite de la récession du début des années 1990, puis a reculé de façon marquée pendant le reste de la décennie.

Après la récession, l'économie s'est raffermie, en particulier après 1995, tandis que toutes les provinces ont instauré des modifications visant à réduire la dépendance aux prestations d'aide sociale. Les règles d'admissibilité ont été resserrées, en particulier pour les nouveaux prestataires, les niveaux de prestations ont été réduits, des lignes téléphoniques pour signaler les cas de fraude ont été introduites et d'autres modifications aux règles ont été adoptées.

À la suite de ces développements, le nombre de particuliers dépendant de l'aide sociale a diminué, passant d'un sommet de 3,1 millions de personnes à moins de 2 millions de personnes en 2000. Les prestations versées sont passées de 14,3 milliards de dollars à 10,4 milliards de dollars.

Le recul du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale est en grande partie attribuable à une diminution du nombre de personnes qui entrent dans le système. Le nombre d'entrants a diminué de plus de la moitié dans les années 1990.

Le Canada a enregistré un recul un peu moins marqué que les États-Unis, où le nombre de bénéficiaires a chuté pour atteindre moins de la moitié du sommet enregistré en 1994. Le recul observé aux États-Unis est également attribuable à une expansion économique de même qu'à un resserrement des restrictions, y compris l'imposition d'une limite de cinq ans quant à la durée du versement des allocations.

Un particulier était défini comme une personne touchant des prestations d'aide sociale dans une année donnée si cette personne ou son conjoint déclare un revenu d'aide sociale d'au moins 101 \$.

L'étude, qui visait l'ensemble des provinces, portait sur quatre types de familles, soit les célibataires, les couples avec enfants, les couples sans enfant et les mères seules. Elle ne visait pas à distinguer les fluctuations des taux de recours à l'aide sociale dues à la situation économique des fluctuations attribuables aux modifications administratives. Elle mettait plutôt l'accent exclusivement sur les taux.

Le changement le plus important en ce qui concerne les taux de dépendance à l'aide sociale a été observé chez les mères seules. En 1995, année où le taux a été le plus élevé, la moitié des mères seules à l'échelle nationale touchaient des allocations d'aide sociale. En 2000, ce taux avait reculé à près du tiers.

Le deuxième recul le plus marqué dans les taux a été enregistré chez les personnes seules, qui ont vu leur taux de recours à l'aide sociale passer de près de 21 % en 1993 à environ 16 %.

Le recul des taux d'entrants a manifestement joué un rôle important dans le fléchissement du recours à l'aide sociale observé dans toutes les catégories de familles. Une fois encore, ce sont les mères seules qui ont connu le recul le plus marqué en chiffres absolus.

Environ 13 % de l'ensemble des mères seules qui ne touchaient pas d'allocations d'aide sociale en 1992 ont commencé à en toucher en 1993. En 2000, ce taux avait chuté à moins de 5 %.

Dans l'ensemble, les tendances provinciales sont généralement comparables. Toutes les provinces ont enregistré un bond des taux de recours à l'aide sociale entre 1992 et 1993, mais on a tout de même relevé des différences importantes. L'Alberta a affiché le taux le plus faible pratiquement tous les ans.

On a observé la situation opposée au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, où les taux ont augmenté considérablement en 1993, pour demeurer élevés jusqu'en 2000 et s'établir finalement à des niveaux

bien supérieurs aux taux enregistrés dans les autres provinces.

Au Québec, par exemple, 24 % des personnes seules étaient bénéficiaires de l'aide sociale en 1994, ce qui représentait le taux le plus élevé pour l'ensemble des provinces. En 2000, ce taux avait légèrement reculé, s'établissant à un peu plus de 21 %, mais il demeurait tout de même le plus élevé.

En ce qui concerne les couples avec enfants, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché à la fois les taux de recours les plus élevés et le recul le plus marqué des taux d'entrants.

En 2000, près de 11 % des familles avec enfants de Terre-Neuve-et-Labrador bénéficiaient de l'aide sociale, ce qui est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale. La proportion de ces familles qui ont eu recours à l'aide sociale a diminué de deux tiers durant les années 1990.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

L'étude spéciale intitulée «Prévalence de l'aide sociale : Tendances de l'adhésion, de l'abandon et de l'incidence» est offerte gratuitement en ligne. Elle se retrouve également dans le numéro d'août 2004 de *L'observateur économique canadien*, vol. 17, n° 8 (11-010-XIB, 19 \$ / 182 \$; 11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$), qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ross Finnie au (613) 951-3962, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Stocks de viande de volaille congelée

1^{er} août 2004 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1^{er} août étaient de 60 280 tonnes métriques, en baisse de 0,5 % par rapport au 1^{er} août 2003.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0023 et 003-0024.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3425.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'observateur économique canadien, août 2004,
vol. 17, n° 8

Numéro au catalogue : 11-010-XIB (19 \$/182 \$).

L'observateur économique canadien, août 2004,
vol. 17, n° 8

Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

Statistiques de porcs, 2004, vol. 3, n° 3

Numéro au catalogue : 23-010-XIF
(gratuit).

Statistiques de moutons, 2004, vol. 3, n° 2

Numéro au catalogue : 23-011-XIF
(gratuit).

Statistiques de bovins, 2004, vol. 3, n° 2

Numéro au catalogue : 23-012-XIF
(gratuit).

Importations par marchandise, juin 2004, vol. 61, n° 6

Numéro au catalogue : 65-007-XMB (40 \$/387 \$).

Importations par marchandise, juin 2004, vol. 61, n° 6
Numéro au catalogue : 65-007-XPB (84 \$/828 \$).

Voyages internationaux, renseignements
préliminaires, juin 2004, vol. 20, n° 6
Numéro au catalogue : 66-001-PIF (7 \$/59 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles versions à 8 h et 11 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général du 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.
Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.